

Pologne : réflexions sur les élections d'octobre 2005

François Bafoil

► **To cite this version:**

| François Bafoil. Pologne : réflexions sur les élections d'octobre 2005. 2005. <hal-01065608>

HAL Id: hal-01065608

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01065608>

Submitted on 18 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POLOGNE : REFLEXIONS SUR LES ELECTIONS D'OCTOBRE 2005

François Bafail
CERI / CNRS

En trois élections - parlementaire, sénatoriale et présidentielle - la Pologne vient de virer résolument à droite. Mais de quelle droite parle-t-on ? Le même parti, le PIS (Droit et Justice, de tendance conservatrice), a remporté les trois compétitions électorales, battant à chaque fois son concurrent libéral, de droite également, la PO (Plateforme citoyenne). Aux élections législatives, le PIS l'a emporté avec 26,99% des voix tandis que la PO obtenait 24,14%. Les deux partis emportent ainsi 285 sièges sur les 480 du Parlement. Au second tour des élections présidentielles, Kaczynski, le candidat du PIS, l'a emporté avec près de 10 points de plus que son rival, le candidat Tusk, de la PO. Le précédent parti dirigeant, le SLD (le parti social démocrate ex-communiste) est ramené à son score du début de la décennie 90, avec 11,31% des voix. Les deux autres partis représentés au Parlement sont le parti Autodéfense (Samoobrona) avec 11,41% et la Ligue des Familles Polonaises, la LPR, avec 7,9%. Ceux qui voulaient incarner une « autre politique » ont échoué, qu'il s'agisse du SLDP, fraction du SLD, ou du parti démocrate. Héritiers du premier gouvernement Mazowiecki en 1990, ils ont disposé, à l'instar de Mazowiecki ou de Geremek, d'une large audience à l'étranger, mais ne sont



même pas parvenus à passer la barre des 5%. Ils ne seront pas représentés au Parlement. Leur candidat aux élections présidentielles était une femme, ce qui mérite d'être souligné. Enfin, les élections ont été marquées par des taux d'abstention record : 40,57% des Polonais ont voté aux élections législatives ; aux alentours des 50% au premier et second tour de l'élection présidentielle. Ce sont les taux les plus bas en quinze ans de participation électorale (en 1990, les électeurs s'étaient déplacés à 60,6% au premier tour et 53,4% au second tour des présidentielles ; en 1995, à 64,7% et 64,28% ; en 2000, à 61,12%, Kwasniewski l'emportant au premier tour).

Qui a voté à droite ?

Dans tous les cas, un premier constat s'impose : la Pologne de l'Est et du centre ainsi que celle du Sud-Est a voté majoritairement pour le candidat du PIS ; la Pologne de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, pour le candidat libéral de la PO. Dans les voïévodies de « Petite Pologne » (avec Cracovie comme capitale), le PIS l'emporte aux élections parlementaires avec 36,13% contre 24,89% à la PO. Dans la région de Mazovie (avec Varsovie), le rapport est de 28,47% contre 24,38% ; dans la région des Carpathes du Sud-Est, il est de 36,49% contre 15,95%. Ce rapport s'inverse dans la région de Poméranie au Nord où la PO dispose de 36,21% des voix et le PIS de 26,30% ; dans la région de Grande Pologne (avec Poznan), il est respectivement de 26,44% contre 21,04%. En Haute Silésie, les deux partis sont au coude à coude avec 30,13% pour le PIS et 30,10% pour la PO. Au total, dans 6 régions sur 16, PIS et PO font ensemble plus de 50% des voix. Ce sont les régions les plus peuplées. Dans 14 régions sur 16, les deux partis font ensemble plus de 40% des voix. La Pologne est définitivement passée à droite, mais qui est à droite et comment distinguer les différents partis de droite ?

Ce clivage de l'Ouest et de l'Est semble recouper très exactement l'opposition entre Pologne A et Pologne B. La Pologne A fait référence aux territoires de l'Ouest anciennement sous domination allemande, avant 1918 ; la Pologne B, à ceux anciennement sous autorité. D'aucuns y voient la Pologne développée et industrielle opposée à la Pologne rurale, celle de la petite, voire micro-propriété agricole. D'autres encore, une opposition entre les valeurs représentées par le fameux tryptique traditionnel : Dieu, Honneur, Patrie propre aux régions de l'Est, et les valeurs de l'ouverture et du dynamisme dont ont été toujours qualifiées les régions de l'Ouest. Plus

largement, ont voté pour Tusk (et la même remarque vaut pour les électeurs de la PO aux législatives), les habitants des villes, surtout de plus de 200 000 habitants (à + de 56% à l'exception des grandes villes de l'Est comme Bialystok et Rzeszow), les jeunes entre 18 et 24 ans, à 55%, mais cela vaut aussi pour ceux âgés de 25 ans à 39 ans (53%) ; enfin, les diplômés du supérieur (62%). Ont voté, en revanche, pour Kaczynski, les habitants des villages et des villes de moins de 50 000 habitants, les individus âgés de plus de 50 ans, les hommes à 54% et les femmes à 51% ; 68% des électeurs de Kaczynski ont un niveau intellectuel de base mais seulement 38% un niveau supérieur. Enfin, on note que les régions dont la participation a été inférieure à la moyenne nationale lors du référendum pour l'adhésion en 2003 sont, sans exception, celles qui ont voté Kaczynski en 2005.

Essayons de préciser ces données, en reprenant au début, c'est-à-dire au tournant de 1989 qui marque à la fois la rupture de deux époques et le « lâchage » de celle qui semble trouver enfin en 2005 sa revanche : la classe des producteurs, ouvriers et paysans. Elle est devenue le gros des troupes des « petites gens », victimes de la crise et de la modernisation qui se développe depuis plus de 15 ans en ce pays. Ce sont ceux-là qu'entend défendre le PIS.

« Petites gens » et grands idéaux

Ce que finalement la « thérapie de choc » imposée par Leszek Balcerowicz, ministre des Finances en 1990, et plus largement ce que les élites tant de Solidarité que de l'ex-parti communiste ont contribué à enraciner dans l'opinion à cette date, c'est l'idée que la démocratie = le marché et que le marché = la liberté. Avant 1989, l'opposition était tout entière tendue pour la victoire du camp de « la liberté » contre celui de « la servitude ». Lorsque le communisme s'écroule en 1989, c'est le marché qui s'impose comme la seule voie pensable. Le marché est posé dans les termes de la liberté, par les élites de Solidarité et par les intellectuels, même si ces derniers vont bien vite se dissocier du mouvement ouvrier, se tournant plutôt vers la politique ou le business. Dans ce contexte, le syndicat Solidarité, qui a porté les mobilisations des années précédentes, va évoluer dans trois directions. D'abord, vers une sorte de proudhonisme qu'incarnera Wrzodak, le leader d'Ursus, l'entreprise symbole des années 70 et 80. Son programme cherche à défendre la petite entreprise en la plaçant dans les mains des ouvriers. Elle constitue la base que garantissent à la fois l'Etat paternaliste et corporatiste, et l'Eglise porteuse des

idéaux de la Nation. Cette position sera bientôt laminée par la dynamique de privatisation. Seconde direction, l'extrémisme syndical avec « Solidarité 80 » dont le leader s'affirmera dans la décennie 90 non pas tant contre le marché que contre les obstacles qui entravent le marché, à savoir les étrangers. Se profile alors un nationalisme économique qui s'oppose autant aux communistes qui ont réalisé la privatisation « rouge » des premiers moments, qu'aux étrangers, incarnés par les investisseurs étrangers. Ce courant également va perdre du terrain au fur et à mesure que la part du privé l'emporte, et ce, de manière irrésistible : de 25% en 1989, la part du privé atteint, à la veille de l'intégration en 2004, près de 80%. C'est dire la formidable mutation réalisée par ce pays. Dernière direction, celle que dessine l'engagement politique qu'illustrera le patron de Solidarité, Marek Krzaklewski, qui passe du syndicalisme à la tête de la coalition de droite victorieuse en 1997. Pourtant au bout de quelques mois, son échec est patent, quand ses partenaires au gouvernement dénoncent la main mise des syndicats. A partir de ce moment, la corruption redevient un thème majeur des oppositions politiques. En 2001, dans un sondage réalisé par CBOS, le gouvernement de droite Buzek est accusé d'être le plus corrompu de toute la période. De 1997 à 2001, 22 ministres ou équivalents ont perdu leur portefeuille sous ce chef d'accusation.

Dans ce cadre où plus personne ne reprend à son compte les héritages socio-chrétiens de la classe ouvrière, les repères se brouillent. Les vainqueurs de 2001 sont de nouveau les tenants de la « social-démocratie-ex-communiste ». Ce sont les mêmes qui l'avaient emporté en 1993 pour être défaits à plate couture quatre ans plus tard. Leur seul projet politique va être, en 2001, de réussir à faire intégrer le pays dans l'UE. Ils y parviendront trois ans plus tard, ce qui n'est pas peu, compte tenu du retard accumulé par l'ancienne équipe. Mais le coût est énorme : il se paie du bradage de la dimension sociale. La crise de l'emploi entraîne les taux de chômage vers des sommets inégalés en 15 ans. Il frôle, à la veille de l'intégration, la barre des 20% ; à la veille des élections de septembre, il est à 18,5%. La Pologne détient alors le triste record du chômage le plus élevé de l'UE25. Surtout, la corruption ne cesse pas. Elle trouve son apogée en 2003 avec le scandale qui éclabousse toute la classe politique : l'affaire Rywin, du nom de cet homme d'affaire qui s'est proposé comme « intermédiaire rétribué » dans les « négociations » avec le gouvernement dirigé par Leszek Miller lors de l'élaboration d'une loi relative aux médias. Dès lors, les éléments se mettent en place pour faire évoluer une droite majoritairement ouverte au marché avant 2001 et de tendance libérale, vers une droite « dure » qui

s'inspire du solidarisme ouvrier, réclame l'intervention de l'Etat, revendique l'héritage catholique et prétend reprendre la main, de façon autoritaire, sur des affaires publiques définies dans les termes de la dégénérescence. A côté de la droite libérale, ouverte à l'UE, qui représentait le courant majoritaire après l'éclatement de la coalition de droite en 2001, se renforce alors un axe étatiste redistributif, catholique, moral et national. C'est lui qui triomphe en 2005 avec le PIS, qui s'appuie sur le pilier plutôt catholique représenté par la LPR et plutôt étatiste et social par Samoobrona. Cette droite qui accède au pouvoir en 2005 est une droite post-communiste, qui entend se livrer à un droit d'inventaire des quinze dernières années.

Quel programme ?

Pour cette raison, chercher une cohérence au programme économique présenté durant la campagne est inutile. C'est l'idéologie qui l'emporte, autrement dit une vision de l'ordre social qui cherche à s'inscrire dans une double filiation : celle de la 2^e république de l'entre deux-guerres et celle du paternalisme corporatiste de l'après guerre. Les références majeures sont les républicains, nationalistes et catholiques des deux bords de la droite d'avant guerre, illustrées par les figures de proue que sont Pilsudski et Dmowski. C'est aussi la période de 1970 à 1980, la plus regrettée par une part importante de la population polonaise pour lui avoir permis une certaine aisance grâce au développement de l'Etat providence de type communiste.

En même temps, le PIS revendique de rompre avec le passé immédiat, celui des 15 dernières années. En clair, les adversaires sont ceux qui ont dirigé la Pologne depuis 1990 sans exception, à commencer par les négociateurs de la Table Ronde en 1989. Ils sont coupables, à ses yeux, d'avoir favorisé la reconversion des anciens communistes mais aussi d'avoir garanti les « combines » des représentants de Solidarité (il est intéressant sur ce point de rappeler que l'actuel président n'en était pas moins à l'époque conseiller de Walesa et, à ce titre, partie prenante de la Table Ronde).

Dans ce cadre, que propose le PIS en matière de mesures économiques ? Rien d'autre sinon un vague programme qui repose sur la réduction à deux tranches de l'impôt sur le revenu (18 et 32%) au lieu des trois tranches précédentes (de 19, 30, et 40%), deux taux pour la TVA, la réduction des dépenses publiques de 6 milliards de zlotys, la limitation du déficit public dans les limites actuelles de 30 milliards, quelques mesures de

facilitation administrative pour les entreprises et la volonté affichée de consommer les fonds. Les économistes ont beau jeu de railler les incertitudes de ce programme qui ne dit pas un mot sur la manière dont il va pouvoir combiner les réductions publiques, la croissance des dépenses sociales et la baisse des impôts. Dans le concert des propositions électorales, rappelons qu'en matière de déficit budgétaire (qui s'établit à 3,9% du PIB en 2004), la PO a proposé de le limiter à 1,5-2% du PIB, la PIS à 2,6% sans coupe dans les dépenses sociales. Samoobrona et LPR ont proposé de l'augmenter à 3,5%, voire plus.

L'ordre moral

Bien plus important aux yeux des élites du PIS et de son électorat semble être son profil fondé principalement sur l'autoritarisme dans sa version populiste. Autoritaire, il l'est assurément avec la défense de l'ordre moral représenté par le seul axe auquel il s'accroche sans discontinuer depuis cinq ans : la lutte contre la corruption. Comment l'emporter, sinon en reprenant la politique dite « de lustration » avec la ferme volonté cette fois de la faire aboutir. La LPR a d'ailleurs déposé un projet de loi dans ce sens qui vise à écarter des emplois publics non seulement les membres des services secrets, ce que la loi actuelle préconise, mais plus largement les individus ayant eu de hautes responsabilités dans l'appareil du parti communiste, ce qui représente un nombre important d'individus. Ce parti extrémiste a profité de l'audience fournie par les résultats électoraux pour réclamer également l'interdiction de l'avortement, même, a-t-il précisé, dans le cas de viol ou de nuisance mortelle à la mère. Comme pour mieux jouer de la surenchère, le PIS à peine vainqueur s'était illustré dès sa victoire annoncée par des propositions homophobes visant la communauté homosexuelle. De la même manière, il avait remercié de son appui le Père Rydzyk, patron de la radio xénophobe et volontiers antisémite, Radio Maryja. Dernier partenaire, l'autre parti extrémiste, centraliste, étatiste et nationaliste, Samoobrona. Son leader, Andrzej Lepper, s'est vu remercier de son soutien par son élection à la vice présidence de la Chambre des députés. Il revendique aujourd'hui une place officielle dans le gouvernement. Lepper avait déjà occupé ce poste grâce au soutien que lui avait prodigué le groupe ex-communiste, puis en avait été exclu en raison de ses déclarations visant personnellement des députés. Rappelons qu'il s'était fait remarquer au début de la décennie par des déclarations en faveur de Hitler. Quant au maréchal de la Diète, Jacek Kurek, élu grâce au soutien du PIS et

contre la PO, c'est un grand admirateur de Napoléon, et surtout de Monseigneur Lefèvre, sur qui il a commis plusieurs écrits. Son ambition est de le soutenir dans sa volonté de rétablir la messe en latin. Directeur de la revue *Chrystiasnas*, il a été le cofondateur, à la fin des années 80, d'un parti catholique ZChN revendiquant la tradition nationale.

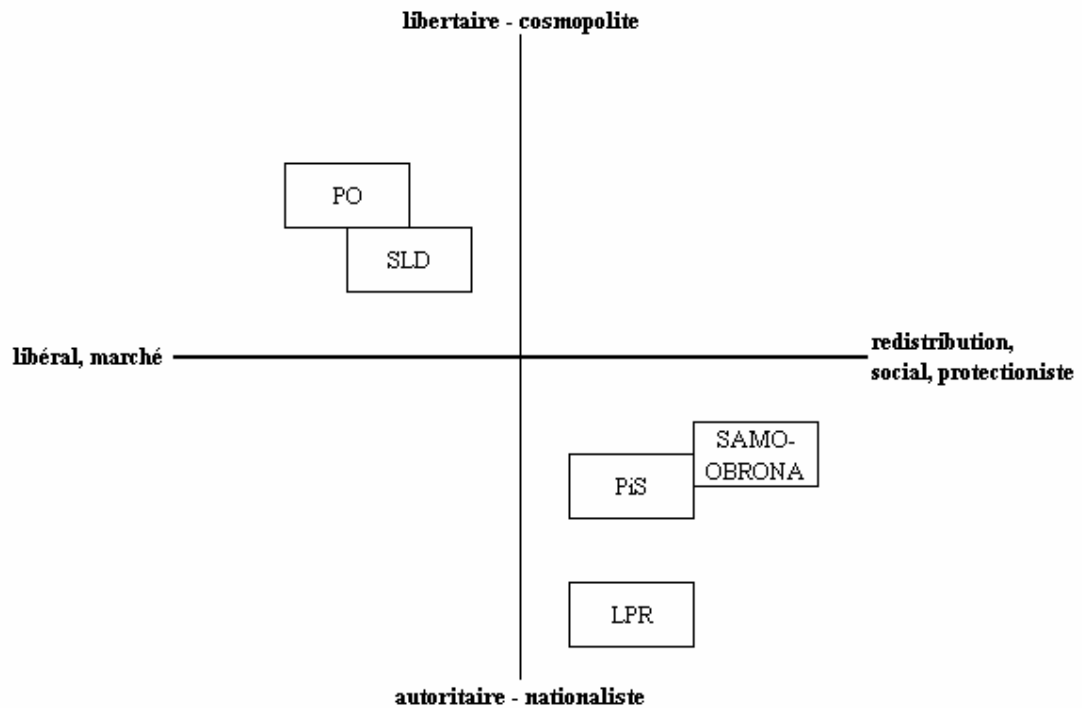
Consolidation des intérêts et vote de classe ?

Faut-il conclure, de ces données, au seul virage autoritaire et extrémiste de la Pologne ? Ce serait à coup sûr une erreur, la réalité semble beaucoup plus complexe. Même si la stratégie de coalition envisagée avec la PO a échoué, et même si le PIS dirige un gouvernement minoritaire, ce dernier a déjà infléchi son rigorisme initial. On note d'abord la nomination d'un membre de la PO à un poste clé, celui du développement régional et des fonds structurels. Sa titulaire, Grazina Gesicka, sociologue et ancienne secrétaire d'Etat à l'Emploi en 2001, est bien décidée à ne pas laisser passer la chance d'un développement articulé aux propositions européennes. Dans la période qui s'ouvre, ce ministère est décisif : d'abord parce que les fonds déterminent entièrement l'orientation des finances publiques. Ensuite, parce que c'est de la consommation optimale des fonds européens que dépendra le succès du rattrapage économique. On doit ensuite relever la déclaration ouvertement pro-européenne du nouveau ministre des Affaires étrangères, Stephane Meller, ancien ambassadeur de Pologne à Moscou et à Paris. Ce dernier est bien décidé à renforcer deux axes de sa politique : l'axe franco-polonais et l'axe germano-polonais. Les deux autres grandes orientations de son ministère sont, d'une part, la question bélarusse, d'autre part, la relation avec la Russie. Pas question donc de suivre inconsidérément un atlantisme qui s'est beaucoup assagi depuis l'aventure irakienne (en dépit de son soutien renouvelé à l'Irak si ce dernier en fait la demande, et malgré la déclaration officieuse du gouvernement polonais concernant sa volonté de participation à un programme américain *Missile Defense*). Pas question non plus de remettre en cause l'engagement européen, en dépit des déclarations des différentes campagnes, purement rhétoriques. Les investissements directs étrangers sont repartis à la hausse et les paysans se déclarent satisfaits de la première année de la PAC. Il est de surcroît désormais certain que la Pologne sera bénéficiaire des aides européennes et en aucun cas contributrice nette, comme beaucoup le craignaient il y a peu. Enfin, la volonté de redistribution sociale à l'égard de tous les laissés-pour-compte

du développement est partagée non seulement par le PIS mais aussi par Samoobrona dont l'engagement catholique, par ailleurs, est bien moins fougueux que son partenaire LPR, quant à lui minoritaire dans la coalition.

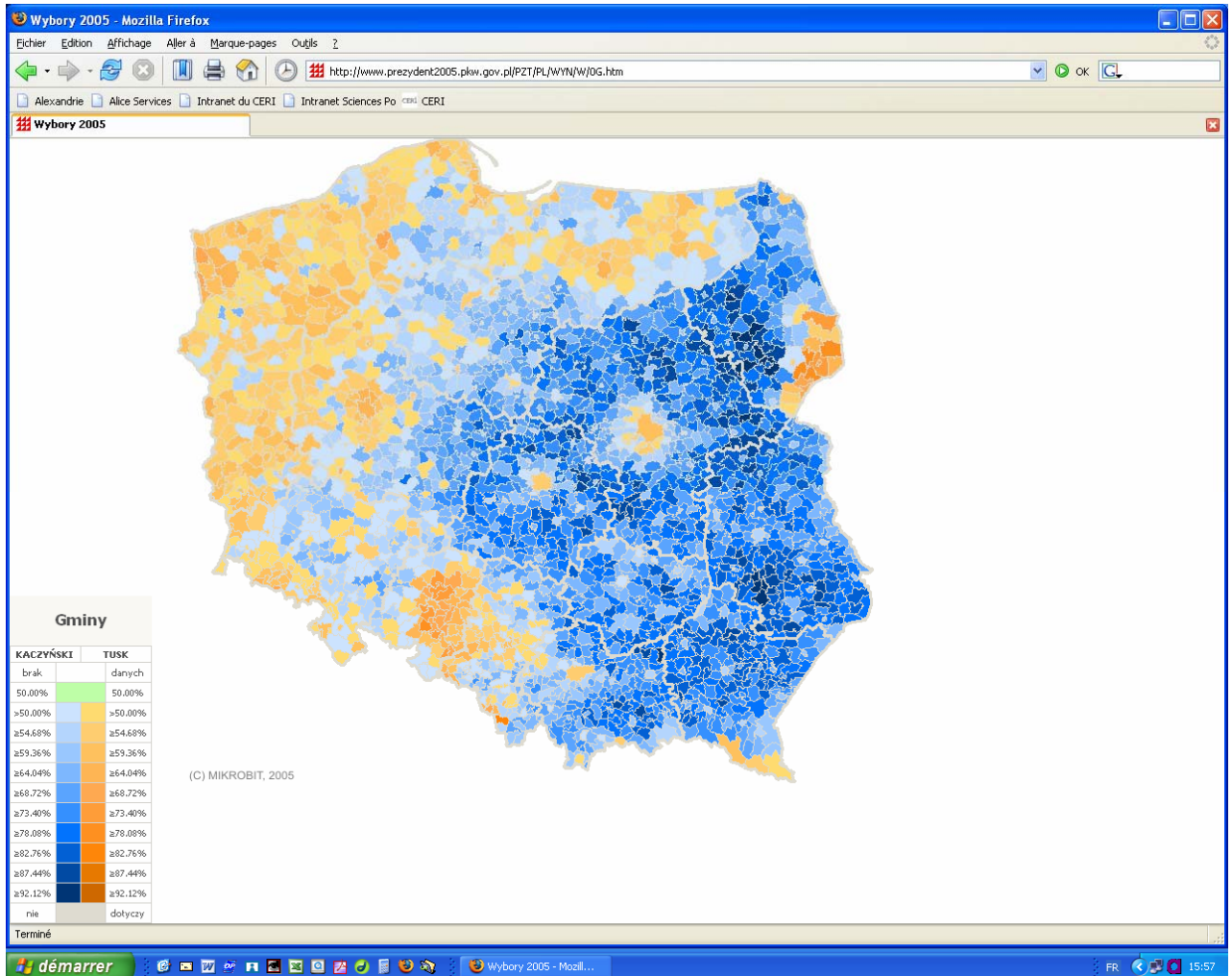
En somme, les élections de 2005 semblent avoir marqué un tournant dans la construction des scènes politiques. Les élections des années 91 et 93 avaient été marquées par des votes de classes ; ceux de l'intelligentsia se portaient volontiers sur le parti centriste, ceux des ouvriers et des paysans sur le PSL. Le SLD, quant à lui, avait élargi sa base en rassemblant des membres de l'intelligentsia, des ouvriers qualifiés et non qualifiés, et des catégories de cols blancs de rang inférieur. Celles de 1997 avaient davantage indiqué la marginalisation du vote de classe (avec le parti centriste UW intégrant les intellectuels et avec le PSL, les paysans) et la polarisation autour du SLD et de l'AWS. Ces derniers étaient définis largement par leur positionnement par rapport au passé, à la politique de lustration, à l'UE. Les élections de 2001 avaient accentué ce trait et favorisé le grand parti attrape-tout qu'était le SLD. Les élections de 2005 ont recomposé les dimensions du centre et de la périphérie en renforçant les composantes du vote de classe. A la périphérie, sont assignés désormais d'un côté le SLD, de l'autre la Ligue (LPR). Au centre, on trouve le vaste bloc centriste, clivé sur l'axe du marché et de l'Etat, avec d'un côté la classe moyenne montante, la bureaucratie et une partie de l'intelligentsia favorable au libéralisme de droite incarné par la PO, et de l'autre la classe traditionnelle des ouvriers et des paysans sensibles à l'étatisme social de PIS. Dans ce cadre, le SLD est condamné pour l'instant au rôle d'outsider. Il sert d'appoint à la PO autant dans la politique en faveur du marché que dans celle de lustration à laquelle tous deux sont fermement opposés. Mais l'on voit mal une coalition se nouer sur le long terme entre ces deux partis. Beaucoup plus puissante semble être l'alliance entre le PIS et Samoobrona sur la base d'un contrat social implicite où l'Etat redistributeur est au centre, favorable autant à la classe ouvrière qu'aux exploitants agricoles, moyens et grands, qui sont les cibles des politiques agricoles. Tout l'enjeu pour le PIS est maintenant de conquérir partie ou tout de la classe moyenne, non plus sur des slogans sociaux ou critiques à l'encontre du « tous pourris », mais bien sur des mobilisations et des résultats concrets. Un programme qui n'est finalement pas très éloigné de celui du SLD il y a quelques années. Est-ce d'ailleurs un hasard si la presse s'est plu le week-end du 11 novembre, à isoler dans la déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre, Marcinkiewicz, les passages qui ne sont rien d'autre que des « copiés / collés » empruntés directement à son prédécesseur, Belka ?

Pour rendre compte des affiliations et coalitions particulières à la scène politique polonaise à l'issue des élections de 2005, on peut essayer de figurer ainsi les partis politiques sur les deux axes que sont d'un côté l'ouverture et le nationalisme et de l'autre, le marché et l'étatisme.



REPARTITION REGIONALE DES VOTES LORS DU SECOND TOUR DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES POLONAISES

23 octobre 2005



<http://www.prezydent2005.pkw.gov.pl/PZT/PL/WYN/W/index.htm>